

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

N°2023/44 à N°2023/63

DU CONSEIL COMMUNAL

DU 22 JUIN 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-deux juin 2023, le Conseil Communal de la Commune de Lomme s'est réuni sous la Présidence de Monsieur Olivier CAREMELLE, Maire de la Commune Associée de Lomme, à la suite de la convocation en date du quinze juin deux mille vingt-trois, laquelle convocation a été publiée sur le site de la Ville, conformément à la loi.

Nombre de conseillers en exercice : 35

PRESENTS :

M. Olivier CAREMELLE, Maire.

Mme Delphine BLAS – M. Jean-Christophe LIPOVAC - Mme Muriel SERGHERAERT - M. Michel VANHEE – Mme Karima HARIZI – M. André BUTSTRAEN – Mme Claudie LEFEBVRE – M. Bouchta DOUICHI – M. Alain GRILLET, Adjoints au Maire.

Mme Mauricette GOURDIN – Mme Monique LEROY – Mme Marie-Pierre SEGOND – M. Serge THERY – Mme Valéria GRASELLI – Mme Nouria BELAYACHI – M. Roger VICOT – Mme Isabelle CAMBIER – M. Lucas LEROY – Mme Stéphanie MORELLI – M. Lucas WACRENIER – Mme Claire ZYTKA-TARANTO – M. Vincent DHELIN – Mme Véronique DELEPLANQUE – M. Joffrey LEROY – Mme Catherine de RUYTER – M. Jérôme FRANCIN – M. Nicolas GROSSE, Conseillers Communaux.

EXCUSES :

Mme Cécile MESANS, Adjoint au Maire

M. Philippe LEMIERE - M. Roger LAURENT - Mme Anne LEDUC – M. Cédric BERLEMONT - M. Romain FYVEY, Conseillers Communaux.

ABSENT :

Maxime MOULIN, Conseiller Communal.

Madame Cécile MESANS a donné pouvoir à Madame Claudie LEFEBVRE.

Monsieur Philippe LEMIERE a donné pouvoir à Monsieur Michel VANHEE.

Monsieur Roger LAURENT a donné pouvoir à Monsieur Olivier CAREMELLE

Madame Anne LEDUC a donné pouvoir à Madame Delphine BLAS

Monsieur Cédric BERLEMONT a donné pouvoir à Monsieur Alain GRILLET

Monsieur Romain FYVEY a donné pouvoir à Monsieur Jean-Christophe LIPOVAC.

CONSEIL COMMUNAL DE LOMME

SEANCE

Du 22 juin 2023

DELIBERATION

2023/ 53 - SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES SUR DES PROJETS OU ACTIONS.

ASSOCIATION « HANDILOM » – Participation à un séjour de vacances pour les personnes en situation de handicap

L'association « Handilom » a organisé un séjour de vacances afin d'emmener 70 de ses adhérents dans une structure adaptée en pension complète. Sur place, des visites sont prévues. Le séjour s'est déroulé à Blainville-Sur-Mer du 18 au 21 mai 2023.

Le budget total de cet événement est de 31.000 €. Il est proposé au Conseil Communal de participer au financement de l'action en attribuant une subvention exceptionnelle de 4.000 €.

ASSOCIATION « ET VOUS TROUVEZ CA DROLE ! / CENTRE REGIONAL DES ARTS DU CIRQUE » – Participation à l'aménagement paysager du CRAC

En écho au projet de la ville de Lomme, « Lomme En Transitions », l'association « Et vous trouvez ça drôle ! / Centre Régional des Arts du Cirque » engage la végétalisation du site du CRAC, permettant la tenue de prestations culturelles plus adaptées en partenariat avec le lycée horticole de Lomme. L'objectif est de créer un environnement accueillant, esthétique et fonctionnel, qui soit en harmonie avec la nature environnante.

Le budget total de cet événement est de 38.746 €. Il est proposé au Conseil Communal de participer au financement de l'action en attribuant une subvention exceptionnelle de 4.000 €.

COLLECTIF RENART – Création d'une peinture murale dans le cadre de la 6ème édition de la Biennale Internationale d'Art Mural

Dans le cadre de la 6ème édition de la Biennale Internationale d'Art Mural, le Collectif Renart a proposé la réalisation d'une création peinture sur le mur de l'immeuble situé à gauche de la rue Albert Camus. Celle-ci sera créée par l'artiste Jean Rooble. Son travail est axé, depuis plusieurs années, sur la réalisation de portraits hyperréalistes.

Le budget total de l'opération est de 13.000 €. Il est proposé au Conseil Communal de participer au financement de l'action en attribuant une subvention de 5.000 €.

Le Conseil Communal, après en avoir délibéré, décide de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement des subventions suivantes :
 - 4.000 € à l'Association « Handilom » (SIRET : 509 330 460 00015) ;
 - 4.000 € à l'Association « Et vous trouvez ça drôle » (SIRET : 397 679 671 00024) ;
 - 5.000 € au Collectif Renart (SIRET : 753 386 754 00026) ;

- ♦ **AUTORISER** M. le Maire à signer les avenants et la convention ci-annexés ;
- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes :
 - 4.000 € au chapitre 65, fonction 410, article 65748 – opération n°1110
« Soutien aux associations de santé » - Code Service NEN ;
 - 9.000 € au chapitre 65, fonction 311, article 65748 – Opération n°1079
« Soutien aux associations culturelles » –Code Service NEN.

ADOpte A L'UNANIMITE,
Fait et délibéré à Lomme, les jour, mois et an ci-dessus.
Pour expédition conforme,

Le Maire de Lomme



Publié le : 30 JUIN 2023

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

AVENANT

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Ville de Lille, commune associée de Lomme, représentée par Monsieur Olivier Caremelle, Maire délégué de la commune associée de Lomme, en vertu d'une délibération du Conseil Communal de Lomme en date du 22 juin 2023 et du Conseil Municipal de Lille en date du 23 avril 2023, n°SIRET 215 903 550 00014, code NAF 8411Z, désignée ci-après la Commune,

D'une part,

ET

L'association « Handilom », N° SIRET 509 330 460 00015, ayant son siège social 21 rue de la Gare à Ennetières-en-Weppes, représentée par Monsieur Marc Van Outryve, président, agissant en cette qualité, désignée ci-après l'Association,

D'autre part,

Il a été convenu de modifier comme suit la convention intervenue entre les parties en 2022.

ARTICLE 1 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Les dispositions ci-dessous s'ajoutent aux articles de la convention relatifs aux activités subventionnées, au montant des subventions octroyées et le cas échéant aux modalités de versements. Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

ARTICLE 2 : ACTIVITES DE L'ASSOCIATION PRISES EN COMPTE

En complément des activités de l'association reprises en convention, les activités prises en compte par la Ville au titre du présent avenant sont les suivantes :

Participation au séjour de vacances organisé pour les adhérents en situation de handicap.

ARTICLE 3 : SUBVENTION

Afin de soutenir les actions de l'Association mentionnées à l'article 2 ci-dessus et à la condition qu'elle respecte les clauses du présent avenant, la Ville s'engage à verser à l'Association une subvention d'élevant à 4.000 €.

L'Association s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation du projet et conformément au budget prévisionnel fourni.

Fait à Lomme, le

Pour l'Association

Pour la Ville

AVENANT

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Ville de Lille, commune associée de Lomme, représentée par Monsieur Olivier Caremelle, Maire délégué de la commune associée de Lomme, en vertu d'une délibération du Conseil Communal de Lomme en date du 22 juin 2023 et du Conseil Municipal de Lille en date du 23 avril 2023, n°SIRET 215 903 550 00014, code NAF 8411Z, désignée ci-après la Commune,

D'une part,

ET

L'association « Et vous trouvez ça Drôle ! », N° SIRET 397 679 671 00024, ayant son siège social 16 rue du Château d'Isenghien, représentée par Madame Corinne Depooter, présidente, agissant en cette qualité, désignée ci-après l'Association,

D'autre part,

Il a été convenu de modifier comme suit la convention intervenue entre les parties en 2022.

ARTICLE 1 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Les dispositions ci-dessous s'ajoutent aux articles de la convention relatifs aux activités subventionnées, au montant des subventions octroyées et le cas échéant aux modalités de versements. Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

ARTICLE 2 : ACTIVITES DE L'ASSOCIATION PRISES EN COMPTE

En complément des activités de l'association reprises en convention, les activités prises en compte par la Ville au titre du présent avenant sont les suivantes :
Participation au projet d'aménagement paysager du site de l'Ecole de Cirque.

ARTICLE 3 : SUBVENTION

Afin de soutenir les actions de l'Association mentionnées à l'article 2 ci-dessus et à la condition qu'elle respecte les clauses du présent avenant, la Ville s'engage à verser à l'Association une subvention d'élevant à 4000,00 €.

L'Association s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation du projet et conformément au budget prévisionnel fourni.

Fait à Lomme, le

Pour l'Association

Pour la Ville

**CONVENTION
AVEC L'ASSOCIATION
COLLECTIF RENART**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Entre

La Ville de Lille – Commune associée de Lomme, représentée par Monsieur Olivier CAREMELLE, Maire délégué de la commune associée de Lomme agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Communal du 22 juin 2023 et du Conseil Municipal de Lille du 23 juin 2023, désignée ci-après « la Commune », SIRET n° : 215 903 550 00014, code NAF : 8411 Z,

D'une part,

Et

L'association « Collectif Renart » (n° de déclaration de la préfecture : W595020445, SIRET n° : 753 386 754 00026), ayant son siège social 58 rue du Faubourg des Postes à Lille, représentée par Monsieur François THIERY, président, agissant en cette qualité, désignée ci-après par « l'Association »,

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Considérant que le projet mis en œuvre par l'association est conforme à son objet statutaire : Permettre l'accès à l'art pour tous (ateliers artistiques, réhabilitation du cadre de vie), développer et soutenir l'art contemporain (biennale d'art mural, exposition, réalisation de fresques), développer des projets d'échange et de solidarité internationale.

Considérant que le projet proposé par l'association est en cohérence avec la politique culturelle communale ;

Considérant que le projet ci-après présenté par l'association participe à cette politique ;

ARTICLE 1- OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Ville apporte son soutien aux activités et au projet de l'association.

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, comme suit :

1. Création d'une peinture murale dans le cadre de la 6^{ème} édition de la Biennale Internationale d'Art Mural, sur un mur de l'immeuble situé à gauche de la rue Albert Camus.

L'association dispose des structures et du personnel suffisant à la réalisation des actions subventionnées.

Compte tenu de l'intérêt général de ces actions, la Ville a décidé de contribuer au financement de l'action de l'association par l'attribution d'une subvention.

La Ville n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est conclue à sa date de signature pour une durée de un an.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

A. Obligations générales de l'association

L'association doit :

1. Utiliser la subvention uniquement pour l'objet décrit dans la délibération attribuant la subvention et votée par le Conseil municipal ;
2. Inscrire son projet associatif dans le respect des principes républicains de fonctionnement démocratique, de transparence de la gestion, d'égalité de traitement des usagers, et de laïcité, laquelle induit le respect de la diversité des opinions et des cultures, la liberté de conscience, l'égalité et la mixité entre les femmes et les hommes, la non-discrimination. En vertu des dispositions de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat, le financement attribué à l'association ne pourra ainsi en aucun cas être utilisé à des fins cultuelles ou de prosélytisme religieux. Ce principe engage également l'association à maintenir la neutralité de l'équipement public municipal qui pourra lui être mis à disposition pour l'accomplissement de ses activités ;
3. Adopter, dans son comportement général et particulièrement lors des actions réalisées du fait de la subvention, une démarche vertueuse en matière de sobriété énergétique et d'éco-responsabilité compatible avec la politique de Transition écologique menée par la Ville de Lille ou de ses Communes associées, dans le cadre de son Plan lillois pour le climat adopté en 2021 et de son Plan de sobriété énergétique présenté en 2022.

L'éco-responsabilité, ou responsabilité environnementale, est une démarche qui consiste à intégrer les enjeux de transition écologique dans l'ensemble de ses activités quotidiennes pour :

- avoir une meilleure maîtrise des consommations d'énergie et d'eau,
- promouvoir les mobilités alternatives et partagées,
- développer l'économie circulaire et les achats responsables, réduire les déchets et agir sur l'alimentation
- organiser des événements et avoir une communication éco-responsables

Au-delà des aspects environnementaux, il s'agit d'un engagement social et éthique.

L'association s'engage à :

- mettre en place des actions concrètes formalisées dans les demandes de subventions s'inscrivant dans cette démarche et à transmettre les justificatifs d'évaluation des activités subventionnées,
- valoriser cette démarche et à la promouvoir auprès de ses dirigeants, de ses membres et du grand public les valeurs de transition écologique dans tous les domaines (signalétique, annonces, expositions, etc.) ;

4. Se conformer au formalisme, aux règles et au processus de demande de subvention de la Ville, accepter les conditions de versement fixées par la Ville, et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés ou œuvres, sans autorisation formelle de la Ville ;
5. Informer la Ville de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de la subvention, afin de préserver la cohérence de l'action communale ; et faire apparaître la participation de la Ville de Lille, par l'apposition de son logo, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels ;
6. Être en conformité avec ses obligations de déclarations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
7. Communiquer à la Ville l'ensemble des pièces budgétaires et comptables permettant d'identifier de manière claire et certaine l'affectation exclusive de la subvention au financement du projet répondant à l'intérêt général, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
8. Informer la Ville de tout changement substantiel intervenant dans sa situation (difficultés financières, procédures collectives, redressement judiciaire, etc.) ;
9. Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la Ville et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des subventions versées ;
10. Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la collectivité communale ne pouvant être mise en cause en cas de défaut. L'Association s'engage à justifier de la souscription de ces polices ainsi que du paiement des primes correspondantes
11. Souscrire, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021, au contrat d'engagement républicain prévu par le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021, s'engager à le respecter et à en faire respecter les stipulations, s'engager à en informer ses membres par tout moyen, notamment par un affichage dans ses locaux ou une mise en ligne sur son site Internet, si elle en dispose. Tout manquement aux engagements du contrat fera l'objet d'une procédure de retrait et de remboursement des subventions versées à l'association.

B. Actions de communication

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Ville. Il fait figurer le logo sur tous les documents d'information (programme, affiches, affichettes, plaquettes, dépliants, catalogues, tracts, cartons d'invitation, flyers, dossiers de presse, signalétique, site internet, newsletter) relatifs à l'objet de la subvention communale et/ou avec la mention « avec le soutien de la Ville de Lomme »,

La mention et/ou logo des partenaires financiers devront être de taille similaire et présentés de manière visible.

L'Association et la Commune s'efforceront de mettre en place des liens croisés entre leurs sites internet.

ARTICLE 4 – MONTANT ET CONDITIONS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir les actions de l'Association mentionnées à l'Article 1, au regard du budget prévisionnel figurant dans le dossier de demande de subvention, et à la condition qu'elle respecte toutes les clauses de la présente convention, la Commune s'engage à verser à l'Association une subvention dont le montant, arrêté par l'assemblée délibérante de la Commune, s'élève à 5000,00 €.

La subvention est imputée sur les crédits inscrits au Chapitre 65 – Article 65748 – Fonction 311 – Opération n°1079 ; Soutien aux associations culturelles.

Le versement de la subvention s'effectuera en une seule fois après délibération en Conseil Communal de Lomme et en Conseil Municipal de Lille.

La contribution financière est créditée sur le compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur.

L'ordonnateur de la dépense est la Commune. Le comptable assignataire est le Trésor Public.

Le manquement de l'association à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, pourra entraîner l'émission d'un titre de recette pour tout ou partie des sommes déjà perçues.

Si l'association vient à cesser son activité en cours d'action, quelle qu'en soit la raison, plus aucun versement de la subvention ne pourra intervenir. De même, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'un reversement à la ville.

ARTICLE 5 - CONTROLES DE L'UTILISATION DE LA SUBVENTION

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place ou sur pièce pourra être réalisé par la Ville. L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle, conformément à l'article L.1611-4 du code général des collectivités territoriales.

En application de ce même article, l'association a l'obligation de fournir à la Ville une copie certifiée de ses budgets et de ses comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité.

Le refus de leur communication sera susceptible d'entraîner le retrait de la subvention ou la restitution des sommes versées.

Si la subvention est affectée à une dépense déterminée, l'association devra produire et communiquer à la Ville un compte rendu financier attestant de la conformité des dépenses dans les six (6) mois suivants la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

D'une manière générale, l'association s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Ville, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

L'association devra prévenir sans délai la Ville de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la Ville, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, être recherchée par l'association.

Toute subvention qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Ville.

ARTICLE 6 – RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DE LA SUBVENTION

L'association prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général communal au travers de son action.

A cet effet, la Ville définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause.

ARTICLE 7 – OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

De manière générale, l'association s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

L'association devra établir ses comptes annuels conformément au plan comptable général prévu au Règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les articles L. 612-1 et R. 612-1 du code de commerce prescrivent que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes, dans des conditions fixées par décret et qui sont pour l'exercice, si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 €,
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 €,
- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

Les articles L. 612-4 et D. 612-5 du code de commerce disposent qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an une somme fixée par décret et qui est pour l'exercice à plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établies.

En contrepartie du versement de la subvention, l'association devra communiquer à la Ville, au plus tard six mois après la date de clôture de son exercice comptable :

- son bilan et son compte de résultat détaillés ainsi que ses annexes, certifiés par le Président de l'association ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si l'association a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

Tous les renseignements complémentaires demandés par la Ville lui seront délivrés sous quinzaine.

ARTICLE 8 – CONDITIONS DANS LESQUELLES L'ASSOCIATION PEUT CONSERVER TOUT OU PARTIE DE LA SUBVENTION N'AYANT PAS ETE INTEGRALEMENT CONSOMMEE

En cas de consommation non intégrale de la subvention, l'association informe la Ville par écrit en indiquant :

- le montant consommé et le montant non consommé de la subvention

- le cas échéant, le simple report à l'année suivante du montant non consommé de la subvention, par la formalisation, dans la demande de subvention de l'année suivante, d'une réduction équivalente et par la comptabilisation, au bilan et au compte de résultat de l'association, de fonds dédiés du montant correspondant
- le cas échéant, l'activité concernée par ce report, nécessairement la même que celle mentionnée à l'article 4 de la présente convention ou une activité équivalente en termes de public, territoire et modalités

Dans l'hypothèse où le report susvisé n'est pas ou ne peut être mis en œuvre, le montant non consommé de la subvention fera l'objet d'un reversement à la Ville après émission du titre exécutoire de recettes correspondant.

ARTICLE 9 – SANCTIONS

En cas de violation par l'association de l'une des clauses de la présente convention, ou de faute grave de sa part, la Ville lui adressera une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, prévoyant un délai de mise en conformité à compter de sa réception.

En l'absence de réponse ou de diligence de l'association, la Ville pourra demander le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière, implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance sera adressé par la Ville à l'association par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 10 – RESILIATION DE LA CONVENTION

A. Non-exécution de la convention et faute de l'association

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, ou de faute grave de la part de l'association, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois (3) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et demeurée infructueuse

Les parties ne peuvent prétendre à aucune indemnité ni dédommagement de quelque nature du fait de cette résiliation.

B. Dissolution – Redressement ou liquidation judiciaire de l'association

La convention est résiliée de plein droit par la Ville de Lille en cas de dissolution de l'association, mise en règlement judiciaire ou liquidation des biens de cette dernière, sauf continuation de l'activité dûment autorisée.

L'association ou ses mandataires ne peuvent prétendre à aucune indemnité ni dédommagement de quelque nature du fait de la résiliation de la convention.

C. Force majeure

En cas de force majeure, définie comme la survenance d'un événement imprévisible, irrésistible et extérieur aux parties (catastrophes naturelles, acte de terrorisme...), celles-ci mettront tout en œuvre pour permettre la poursuite de l'exécution de la présente convention.

En cas d'impossibilité, et après discussion, elles peuvent, l'une ou l'autre, mettre fin à la convention par LRAR.

Les parties ne peuvent prétendre à aucune indemnité ni dédommagement de quelque nature du fait de cette résiliation.

ARTICLE 11 - ANNEXES

Les annexes citées ci-dessous font partie intégrante de la présente convention :

Annexe 1 : Budget Prévisionnel du projet signé par le représentant légal

ARTICLE 12 – LITIGES

La présente convention est soumise à la loi française.

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Lille, 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, 59014 LILLE Cedex,
Adresse électronique : greffe.ta-lille@juradm.fr, téléphone : 03 59 54 23 42. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Les annexes éventuelles jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre des documents contractuels.

Fait à Lomme

Le

François THIERY

Olivier CAREMELLE

Président de l'Association
« Collectif Renart »

Maire délégué de la Commune
associée de Lomme
Conseiller Départemental du Nord

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	0	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	17500
Achats matières et fournitures		73 - Concours publics	
Autres fournitures		74 - Subventions d'exploitation ²	10000
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	2000
61 - Services extérieurs	26000		
Locations	26000		
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	5000	Conseil-s Départemental (aux) :	4000
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Nord All	
Publicité, publication			
Déplacements, missions	5000	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	4000
Services bancaires, autres		Lomme	
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	3500
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	3500
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES HORS CVN	31000	TOTAL DES PRODUITS HORS CVN	31000

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (CVN) ⁷			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	0	87 - Contributions volontaires en nature	0
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL DONT CVN	31000	TOTAL DONT CVN	31000
La subvention sollicitée de 4000 €, objet de la présente demande représente 17 % du total des produits du projet dont CVN (montant sollicité/total du budget) x 100.			

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros.⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.⁷ Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice.

Pierre Boone
Trésorier

Boone

Projet n° 1

6. Budget⁶ du projet

Année 2023 ou exercice du 01/01/2023 au 1/12/2023

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	29746	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures	8775	73 - Concours publics	
Autres fournitures	15346	74 - Subventions d'exploitation ²	16500
TERRASSEMENT	5625	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	1000	DRAC PROTOTYPE MOBILIER	3500
Locations	1000		
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	0	Conseil-s Départemental (aux) :	5000
Rémunérations intermédiaires et honoraires		EN ATTENTE	
Publicité, publication		maif EN ATTENTE	4000
Déplacements, missions		Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	4000
Services bancaires, autres			
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	6000	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	3500	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	2500	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	3100
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	3100
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement		EN ATTENTE DE FINANCEMENT	17146
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES HORS CVN	36746	TOTAL DES PRODUITS HORS CVN	36746

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (CVN) ⁷			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	2000	87 - Contributions volontaires en nature	2000
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole	2000	876 - Bénévolat	2000
TOTAL DONT CVN	38746	TOTAL DONT CVN	38746

La subvention sollicitée de 4000 €, objet de la présente demande représente 10 % du total des produits du projet dont CVN (montant sollicité/total du budget) x 100.

Lomme, le 31 mars 2023

ET VOUS TROUVEZ ÇA DRÔLE !!!
CENTRE REGIONAL DES ARTS DU CIRQUE
16, rue du Château d'Isenghien
59160 LOMME
☎ 03 20 08 26 26
Fax 03 20 08 26 27
E-mail : ecoledecirque@craclomme.fr
Siret : 397 679 671 00024

⁶ Ne pas indiquer les centimes d'euros.⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.⁷ Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice.

Budget prévisionnel de l'action

Biennale Internationale d'Art Mural 2023 Mur de Lomme

Le budget de l'action doit être :

- **détaillé** : vous ferez bien apparaître les différentes dépenses et recettes. Pour les actions sollicitant plus de 15 000€, une description poste par poste est demandée.

- **équilibré** : le total des dépenses doit être égal au total des recettes, hors contrats aidés et en total doit faire apparaître la **contrepartie locale** des financements Politique de la Ville (Ville ou intercommunalité)

DEPENSES

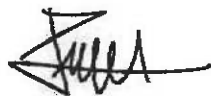
RECETTES

CHARGES	Montant (2)	PRODUITS	Montant (2)
I. Charges directes affectées à l'action		I. Ressources directes affectées à l'action	
60 – Achat	2000	70 – Vente de produits finis, prestations de services, marchandises	
Peintures acrylique	500		
Peintures aérosols	1500		
Achat petit matériel artistes peintres			
Prestations de services			
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation(1)	13000
Autres fournitures		Etat: (précisez le(s) ministère(s) sollicité(s))	
61 - Services extérieurs	3300		
Locations Nacelles et Camions	3000		
Entretien et réparation			
Assurance	300		
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	5200	Région Culture	5000
Prestation artistique	2000		
Technicien nacelle	1400	MEL culture Lomme	3000 5000
Déplacements, missions, hébergement	1500 300	- Crédits spécifiques PV	
Services bancaires, autres			
63 - Impôts et taxes			
Impôts et taxes sur rémunération,			
Autres impôts et taxes			
64- Charges de personnel	2500		
Rémunération des personnels,	1500		
Charges sociales,	1000		
Autres charges de personnel		-	
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
66- Charges financières			
67- Charges exceptionnelles		76 - Produits financiers	
68- Dotation aux amortissements		78 – Reprises sur amortissements et provisions	

I. Charges indirectes affectées à l'action		I. Ressources indirectes affectées à l'action	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
Total des charges	13000	Total des produits	13000
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	

Fait le 30/05/2023 à Lille

Julien PROUVEUR
directeur du collectif renart



ASSOCIATIONS

DEMANDE DE SUBVENTION(S)

Formulaire unique

Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations art. 9-1, 10 et 10-1

Décret n° 2016-1971 du 28 décembre 2016

Ce formulaire peut être enregistré sur un ordinateur ou tout autre support (clé USB, etc.) pour le remplir à votre convenance, le conserver, le transmettre, etc. puis l'imprimer, si nécessaire.

Une notice n° 51781#04 est disponible pour vous accompagner dans votre démarche de demande de subvention.

Rappel : Un compte rendu financier doit être déposé auprès de l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée. Le formulaire de compte-rendu financier est également à votre disposition sur <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R46623>

Cocher la ou les case(s) correspondant à votre demande :

Forme	Fréquence - Récurrence	Objet	Période
<input checked="" type="checkbox"/> en numéraire (argent)	<input checked="" type="checkbox"/> première demande	<input type="checkbox"/> fonctionnement global	<input checked="" type="checkbox"/> annuelle ou ponctuelle
<input type="checkbox"/> en nature	<input type="checkbox"/> renouvellement (ou poursuite)	<input checked="" type="checkbox"/> projets(s)/action(s)	<input type="checkbox"/> pluriannuelle

À envoyer à l'une ou plusieurs (selon le cas) des autorités administratives suivantes (coordonnées <https://annuaire.service-public.fr/>) :

- ☐ **État - Ministère**
Direction (ex : départementale -ou régionale- de la cohésion sociale, etc.)
- ☐ **Conseil régional**
Direction/Service
- ☐ **Conseil départemental**
Direction/Service
- ☒ **Commune ou Intercommunalité** Commune de Lille-Lomme
Direction/Service service des associations
- ☐ **Établissement public**
- ☐ **Autre (préciser)**

1. Identification de l'association

1.1 Nom - Dénomination : Association Handilom

Sigle de l'association : Handilom Site web: Facebook Groupe Handilom

1.2 Numéro Siret : 509 330 460 00015

1.3 Numéro RNA ou à défaut celui du récépissé en préfecture : W595010990
(si vous ne disposez pas de ces numéros, voir la notice)

1.4 Numéro d'inscription au registre (article 55 du code civil local) : Date
Volume : Folio : Tribunal d'instance :

1.5 Adresse du siège social : 21, rue de la Gare

Code postal : 59320 Commune : Ennetières en weppes

Commune déléguée le cas échéant :

1.5.1 Adresse de gestion ou de correspondance (si différente) :

Code postal : Commune :

Commune déléguée le cas échéant :

1.6 Représentant-e légal-e (personne désignée par les statuts)

Nom : Van Outryve Prénom : Marc

Fonction : Président

Téléphone : 06.88.45.48.11 Courriel : secretariat.handilom@gmail.com

1.7 Identification de la personne chargée de la présente demande de subvention (si différente du représentant légal)

Nom : Prénom :

Fonction :

Téléphone : Courriel :

2. Relations avec l'administration

Votre association bénéficie-t-elle d'agrément(s) administratif(s)? ☐ oui ☐ non

Si oui, merci de préciser :

Type d'agrément :	attribué par	en date du :

L'association est-elle reconnue d'utilité publique ? ☒ oui ☐ non

Si oui, date de publication au Journal Officiel : 31/03/2004

L'association est-elle assujettie aux impôts commerciaux ? ☐ oui ☒ non

3. Relations avec d'autres associations

A quel réseau, union ou fédération, l'association est-elle affiliée ? (indiquer le nom complet, ne pas utiliser de sigle)

.....
.....

L'association a-t-elle des adhérents personnes morales : non ☒ oui ☐ Si oui, lesquelles?

.....
.....

Association sportive agréée ou affiliée à une fédération agréée : ☐

4. Moyens humains au 31 décembre de l'année écoulée

Nombre de bénévoles : <i>Bénévole : personne contribuant régulièrement à l'activité de l'association, de manière non rémunérée.</i>	12
Nombre de volontaires : <i>Volontaire : personne engagée pour une mission d'intérêt général par un contrat spécifique (par ex. Service civique)</i>	0
Nombre total de salariés :	0
dont nombre d'emplois aidés	0
Nombre de salariés en équivalent temps plein travaillé (ETPT)	0
Nombre de personnels mis à disposition ou détachés par une autorité publique	0
Adhérents <i>Adhérent : personne ayant marqué formellement son adhésion aux statuts de l'association</i>	150

5. Budget¹ de l'association

Année 2023 ou exercice du _____ au _____

Dans le cadre d'une demande pluriannuelle, dupliquer autant de fois que nécessaire si les budgets annuels sont différents.

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	12600	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	21600
Achats matières et fournitures	11000	73 - Concours publics	
Autres fournitures	1600	74 - Subventions d'exploitation ²	6500
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	29460		
Locations	26100		
Entretien et réparation	2400		
Assurance	960	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	1040	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publication			
Déplacements, missions	840	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations :	6500
Services bancaires, autres	200		
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	9000
		756. Cotisations	4000
		758. Dons manuels - Mécénat	5000
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	6000
67 - Charges exceptionnelles	10000	77 - Produits exceptionnels	10000
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES HORS CVN	53100	TOTAL DES PRODUITS HORS CVN	53100
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (CVN) ³			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	0	87 - Contributions volontaires en nature	0
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL DONT CVN	53100	TOTAL DONT CVN	53100

¹ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

² L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

³ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 2018-06, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais « au pied » du compte de résultat ; voir notice.

Pierre Boone Trésorier

6. Projet - Objet de la demande

Dupliquer les pages 5 à 7, et le cas échéant 8, pour chaque projet.

Remplir une « rubrique 6 - *Objet de la demande* » (3 pages) par projet

Votre demande est adressée à la politique de la ville ? ☐ oui

Intitulé :

Aide au fonctionnement et sorties de l'association, séjour de vacances

Objectifs :

Proposer à des personnes en situation de handicap des sorties culturelles et touristiques ainsi qu'un séjour de vacances

Description :

l'association handilom organise un séjour de vacances afin d'emmener ses adhérents dans une structure adaptée en pension complète. sur place plusieurs visites sont prévues
cette année nous emmenons nos adhérents à Blainville-sur-mer du 18 au 21 mai 2023

Bénéficiaires : caractéristiques sociales, dans le respect des valeurs d'égalité et de fraternité de la République (ouverture à tous, mixité, égalité femmes-hommes, non-discrimination), nombre, âge, sexe, résidence, participation financière éventuelle, etc.

70 personnes majoritairement en situation de handicap moyenne d'âge 60 ans hommes et femmes
habitants la métropole lilloise
participation à hauteur de 50% au coût du séjour

6. Projet - Objet de la demande (suite)

Territoire :

Blainville-sur-mer dans la manche

Moyens matériels et humains (voir aussi les "CHARGES INDIRECTES REPARTIES" au budget du projet) :

	Nombre de personnes	Nombre en ETPT
Bénévoles participants activement à l'action/projet	12	
Salarié		
dont en CDI		
dont en CDD		
dont emplois aidés ⁴		
Volontaires (services civiques ...)		

Est-il envisagé de procéder à un (ou des) recrutements(s) pour la mise en oeuvre de l'action/projet ?

☐

oui

☒

non

Si oui, combien (en ETPT) :

Date ou période de réalisation : du (le) 18/5/23 au 21/5/23**Evaluation : indicateurs proposés au regard des objectifs ci-dessus**

⁴ Sont comptabilisés ici comme emplois aidés tous les postes pour lesquels l'organisme bénéficie d'aides publiques : contrats d'avenir, contrats uniques d'insertion, conventions adulte-relais, emplois tremplin, postes FONJEP, etc.

DEMANDE D'EQUIPEMENTS

Date de la demande :

<input type="checkbox"/> Demande d'équipement pour une manifestation Cette fiche est à déposer 1 mois avant la manifestation		<input type="checkbox"/> Demande d'équipement à titre permanent ou de longue durée	
Date de la manifestation :		Date de début :	
Titre - nom de la manifestation :		Date de fin :	
Descriptif sommaire de la manifestation :		Qualification du besoin / projet concerné par la demande :	
Nombre de personnes attendues :		Nombre de bénéficiaires :	
Horaire de la manifestation : Début : h Fin : h			

Site, lieu ou équipement :	Matériel :	Quantité :
Parc, jardin :	Sonorisation, micro, pied	
Voie publique (allée, place, square, etc.) :	Vidéoprojecteur, écran	
Stade (préciser) :	Projecteurs, éclairage	
	Stand-Bamum 3x3m	
Salle, gymnase :	Stand-Bamum 3x3m avec électricité	
Equipement spécifique (piscine, bibliothèque, musée, monument, ouvrage d'art, etc.) :	Stand-Bamum 3x3m avec éclairage	
	Chaises	
	Tables, tréteaux	
	Bancs	
	Grilles, panneaux et supports d'exposition	
	Barrières de chantiers, de police ("Vauban")	
	Podium ou scène (préciser dimension souhaitée)	

Livraison ou installation conforme le :	
Etat des lieux sortant le :	
Commentaires état matériel :	
SECURITE	Partie réservée à la collectivité
Présence/ronde police souhaitée : de h à h	
Gardiennage :	

7. Attestations

Le droit d'accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès du service ou de l'établissement auprès duquel vous déposez cette demande.

Je soussigné(e), (nom et prénom) VAN OUTRYVE Marc

représentant(e) légal(e) de l'association **HANDILOM**

Si le signataire n'est pas le représentant statutaire ou légal de l'association, joindre le pouvoir ou mandat (portant les 2 signatures - celle du représentant légal et celle de la personne qui va le représenter -) lui permettant d'engager celle-ci⁸.

déclare :

- que l'association est à jour de ses obligations administratives⁹, comptables, sociales et fiscales (déclarations et paiements correspondants) ;
- que l'association souscrit au contrat d'engagement républicain annexé au décret pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- exactes et sincères les informations du présent formulaire, notamment relatives aux demandes de subventions déposées auprès d'autres financeurs publics ;
- que l'association respecte les principes et valeurs de la Charte des engagements réciproques conclue le 14 février 2014 entre l'État, les associations d'élus territoriaux et le Mouvement associatif, ainsi que les déclinaisons de cette charte ;
- que l'association a perçu un montant total et cumulé d'aides publiques (subventions financières -ou en numéraire- et en nature) sur les trois derniers exercices (dont l'exercice en cours)¹⁰

☒ inférieur ou égal à 500 000 €☐ supérieur à 500 000 €

- demander une subvention de :	4000 euros	€ au titre de l'année ou exercice 2023
		€ au titre de l'année ou exercice
		€ au titre de l'année ou exercice
		€ au titre de l'année ou exercice

- que cette subvention, si elle est accordée, sera versée au compte bancaire de l'association.

⇒ Joindre un RIB

Fait, le 03/04/2023 à Lomme

Signature

... boom —

Insérez votre signature en cliquant sur le cadre ci-dessus

⁶ "Le mandat ou procuration est un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom. Le contrat ne se forme que par l'acceptation du mandataire. Art. 1984 du code civil."

⁹ Déclaration des changements de dirigeants, modifications de statuts, etc. auprès du greffe des associations - Préfecture ou Sous-préfecture.

¹⁰ Conformément à la circulaire du Premier ministre du 29 septembre 2015, à la Décision 2012/21/UE de la Commission européenne du 20 décembre 2011 et au Règlement (UE) No 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général et au Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

7 bis. Informations annexes

Relatives aux subventions déjà perçues dans le cadre de la réglementation européenne relative aux aides d'Etat.

Si, et seulement si, l'association a déjà perçu au cours des trois derniers exercices (dont l'exercice en cours) des subventions au titre d'un texte relevant de la réglementation européenne des aides d'Etat (de type : "Décision Almunia", "Règlement de *minimis*", "Régime d'aide pris sur la base du RGEC"...) renseigner le tableau ci-dessous :

Date de signature de l'acte d'attribution de la subvention (arrêté, convention)	Année(s) pour laquelle/ lesquelles la subvention a été attribuée	"Décision" européenne, "Règlement" ou "régime d'aide", européen à laquelle ou auquel il est fait référence, le cas échéant, sur l'acte d'attribution de la subvention	Autorité publique ayant accordé la subvention	Montant

Pour plus d'informations sur la manière de remplir ce tableau, se reporter à la notice.

Association HANDILOM

DELEGATION DE POUVOIR

Je soussigné VAN OUTRYVE Marc né le 15-11-1964 représentant légal de l'association HANDILOM

Donne par la présente pouvoir à BOONE Pierre né le 20-10-1955 trésorier de l'association afin qu'il puisse représenter et signer pour moi et en mon nom les formulaires et documents nécessaires au bon fonctionnement de l'association et aux démarches de demandes de subventions.

Ce pouvoir est confié à BOONE Pierre pour la durée de son mandat au sein de l'association

Fait à Ennetières-En-Weppes

Le 11-04-2023

le délégant

Marc VAN OUTRYVE



Le délégataire

Pierre BOONE



ASSOCIATIONS

DEMANDE DE SUBVENTION(S)

Formulaire unique

Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations art. 9-1, 10 et 10-1

Décret n° 2016-1971 du 28 décembre 2016

Ce formulaire peut être enregistré sur un ordinateur ou tout autre support (clé USB, etc.) pour le remplir à votre convenance, le conserver, le transmettre, etc. puis l'imprimer, si nécessaire.

Une notice n° 51781#04 est disponible pour vous accompagner dans votre démarche de demande de subvention.

Rappel : Un compte rendu financier doit être déposé auprès de l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée. Le formulaire de compte-rendu financier est également à votre disposition sur <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R46623>

Cocher la ou les case(s) correspondant à votre demande :

Forme	Fréquence - Récurrence	Objet	Période
<input checked="" type="checkbox"/> en numéraire (argent)	<input checked="" type="checkbox"/> première demande	<input type="checkbox"/> fonctionnement global	<input checked="" type="checkbox"/> annuelle ou ponctuelle
<input type="checkbox"/> en nature	<input type="checkbox"/> renouvellement (ou poursuite)	<input checked="" type="checkbox"/> projets(s)/action(s)	<input type="checkbox"/> pluriannuelle

À envoyer à l'une ou plusieurs (selon le cas) des autorités administratives suivantes (coordonnées <https://annuaire.service-public.fr/>) :

- ☐ État - Ministère
Direction (ex : départementale -ou régionale- de la cohésion sociale, etc.)
- ☐ Conseil régional
Direction/Service
- ☐ Conseil départemental
Direction/Service
- ☐ Commune ou Intercommunalité VILLE DE LOMME
Direction/Service TRANSITION
- ☐ Établissement public
- ☐ Autre (préciser)

1. Identification de l'association

1.1 Nom - Dénomination : CENTRE REGIONAL DES ARTS DU CIRQUE

Sigle de l'association : CRAC Site web : www.centreregionaldesartsducirque.com

1.2 Numéro Siret : 39767967100024

1.3 Numéro RNA ou à défaut celui du récépissé en préfecture : W5950035
(si vous ne disposez pas de ces numéros, voir la notice)

1.4 Numéro d'inscription au registre (article 55 du code civil local) : Date 30/10/1990
Volume : Folio : Tribunal d'instance : prefecture

1.5 Adresse du siège social : 16 RUE DU CHATEAU D ISENGHIEN

Code postal : 59160 Commune : LOMME

Commune déléguée le cas échéant :

1.5.1 Adresse de gestion ou de correspondance (si différente) :

Code postal : Commune :

Commune déléguée le cas échéant :

1.6 Représentant-e légal-e (personne désignée par les statuts)

Nom : DEPOOTER Prénom : CORINNE

Fonction : PRESIDENTE

Téléphone : 03 20 08 26 26 Courriel : sandrinecrac1@gmail.com

1.7 Identification de la personne chargée de la présente demande de subvention (si différente du représentant légal)

Nom : DUMONT Prénom : SANDRINE

Fonction : DIRECTION

Téléphone : 03 20 08 26 26 Courriel : sandrinecrac1@gmail.com

2. Relations avec l'administration

Votre association bénéficie-t-elle d'agrément(s) administratif(s)? ☒ oui ☐ non

Si oui, merci de préciser :

Type d'agrément :

jeunesse et éducation populaire

jeunesse et éducation populaire

attribué par

jeunesse et éducation populaire

Ministère de la culture

en date du :

2006

2022

L'association est-elle reconnue d'utilité publique ?

☐ oui ☒ non

Si oui, date de publication au Journal Officiel :

L'association est-elle assujettie aux impôts commerciaux ?

☐ oui ☒ non

3. Relations avec d'autres associations

A quel réseau, union ou fédération, l'association est-elle affiliée ? (indiquer le nom complet, ne pas utiliser de sigle)

Fédération française des écoles de cirque

Fédération régional des écoles de cirque

Fédération européenne des écoles de cirque

URACEN

L'association a-t-elle des adhérents personnes morales : non ☐ oui ☒ Si oui, lesquelles?

adhérents pratiquants

structures adhérentes

Association sportive agréée ou affiliée à une fédération agréée : ☐

4. Moyens humains au 31 décembre de l'année écoulée

Nombre de bénévoles : <i>Bénévole : personne contribuant régulièrement à l'activité de l'association, de manière non rémunérée.</i>	10
Nombre de volontaires : <i>Volontaire : personne engagée pour une mission d'intérêt général par un contrat spécifique (par ex. Service civique)</i>	
Nombre total de salariés :	22
dont nombre d'emplois aidés	2
Nombre de salariés en équivalent temps plein travaillé (ETPT)	20
Nombre de personnels mis à disposition ou détachés par une autorité publique	
Adhérents <i>Adhérent : personne ayant marqué formellement son adhésion aux statuts de l'association</i>	453

[Signature]

Remplir une « rubrique 6 - Objet de la demande » (3 pages) par projet

Votre demande est adressée à la politique de la ville ? ☐ oui

Intitulé :

AMENAGEMENT PAYSAGER CRAC DE LOMME

Objectifs :

En echo au projet de la ville de Lomme « Lomme en transitionS », le CRAC s'associe avec le lycée horticole de Lomme pour végétaliser son site. Notre objectif est de créer un environnement accueillant, esthétique, fonctionnel qui soit en harmonie avec la nature environnante. L'aménagement paysager des espaces extérieurs de notre école sera un levier pour atteindre notre objectif de transition vers en zones durables et éco-responsables.

Description :

VOIR PROJET AMENAGEMENT ZONE CONVIVIALITE

Bénéficiaires : caractéristiques sociales, dans le respect des valeurs d'égalité et de fraternité de la République (ouverture à tous, mixité, égalité femmes-hommes, non-discrimination), nombre, âge, sexe, résidence, participation financière éventuelle, etc.

Les bénéficiaires du projet à l'année :

Adhérents de l'école : 450

Elèves en formation d'artiste de cirque : 48

Salariés permanents : 22

Salariés occasionnels : 80

Spectateurs : 2000

Pratiquants occasionnels : 8500

Promeneur du parc : 10 000

6. Projet - Objet de la demande (suite)

Territoire :

PARC URBAIN DE LOMME

Moyens matériels et humains (voir aussi les "CHARGES INDIRECTES REPARTIES" au budget du projet) :

Partenariat entre les publics du CRAC de Lomme et le lycée horticole de Lomme
 Le CRAC de Lomme amène du personnel et achète les matériaux
 le lycée horticole amène son savoir et ses élèves ainsi qu'une partie du matériel nécessaire

	Nombre de personnes	Nombre en ETPT
Bénévoles participants activement à l'action/projet	1	
Salarié		
dont en CDI	8	
dont en CDD	3	
dont emplois aidés ⁴		
Volontaires (services civiques ...)		

Est-il envisagé de procéder à un (ou des) recrutements(s) pour la mise en oeuvre de l'action/projet ?

☐ oui ☒ non Si oui, combien (en ETPT) :
Date ou période de réalisation : du (le) 1/1/23 au 31/12/23**Evaluation : indicateurs proposés au regard des objectifs ci-dessus**

L'engagement et la mobilisation des acteurs sera un premier indicateur.
 Le meilleur indicateur sera le retour de nos publics sur l'utilisation de cette zone de convivialité.

⁴ Sont comptabilisés ici comme emplois aidés tous les postes pour lesquels l'organisme bénéficie d'aides publiques : contrats d'avenir, contrats uniques d'insertion, conventions adulte-relais, emplois tremplin, postes FONJEP, etc.

Projet n°

DEMANDE D'EQUIPEMENTS

Date de la demande :

<input type="checkbox"/> Demande d'équipement pour une manifestation Cette fiche est à déposer 1 mois avant la manifestation		<input type="checkbox"/> Demande d'équipement à titre permanent ou de longue durée	
Date de la manifestation :		Date de début :	
Titre - nom de la manifestation :		Date de fin :	
Descriptif sommaire de la manifestation :		Qualification du besoin / projet concerné par la demande :	
Nombre de personnes attendues :		Nombre de bénéficiaires :	
Horaire de la manifestation : Début : h Fin : h			
Site, lieu ou équipement :		Matériel :	Quantité :
Parc, jardin :		Sonorisation, micro, pied	
Voie publique (allée, place, square, etc.) :		Vidéoprojecteur, écran	
Stade (préciser) :		Projecteurs, éclairage	
Salle, gymnase :		Stand-Barnum 3x3m	
Equipement spécifique (piscine, bibliothèque, musée, monument, ouvrage d'art, etc.) :		Stand-Barnum 3x3m avec électricité	
		Stand-Barnum 3x3m avec éclairage	
		Chaises	
		Tables, tréteaux	
		Bancs	
		Grilles, panneaux et supports d'exposition	
		Barrières de chantiers, de police ("Vauban")	
		Podium ou scène (préciser dimension souhaitée)	
Livraison ou installation conforme le :			
Etat des lieux sortant le :			
Commentaires état matériel :			
SECURITE		Partie réservée à la collectivité	
Présence/ronde police souhaitée : de h à h			
Gardiennage :			

7. Attestations

Le droit d'accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès du service ou de l'établissement auprès duquel vous déposez cette demande.

Je soussigné(e), (nom et prénom) DEPOOTER CORINNE

représentant(e) légal(e) de l'association CENTRE REGIONAL DES ARTS DU CIRQUE

Si le signataire n'est pas le représentant statutaire ou légal de l'association, joindre le pouvoir ou mandat (portant les 2 signatures - celle du représentant légal et celle de la personne qui va le représenter -) lui permettant d'engager celle-ci⁸.

déclare :

- que l'association est à jour de ses obligations administratives⁹, comptables, sociales et fiscales (déclarations et paiements correspondants) ;
- que l'association souscrit au contrat d'engagement républicain annexé au décret pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- exactes et sincères les informations du présent formulaire, notamment relatives aux demandes de subventions déposées auprès d'autres financeurs publics ;
- que l'association respecte les principes et valeurs de la Charte des engagements réciproques conclue le 14 février 2014 entre l'État, les associations d'élus territoriaux et le Mouvement associatif, ainsi que les déclinaisons de cette charte ;
- que l'association a perçu un montant total et cumulé d'aides publiques (subventions financières -ou en numéraire- et en nature) sur les trois derniers exercices (dont l'exercice en cours)¹⁰

☒ inférieur ou égal à 500 000 €

☐ supérieur à 500 000 €

- demander une subvention de : 4000 € au titre de l'année ou exercice 2023
€ au titre de l'année ou exercice
€ au titre de l'année ou exercice
€ au titre de l'année ou exercice

- que cette subvention, si elle est accordée, sera versée au compte bancaire de l'association.

=> Joindre un RIB

Fait, le 31/03/2023 à LOMME

Signature

ET VOUS TROUVEZ ÇA DRÔLE !!!
CENTRE REGIONAL DES ARTS DU CIRQUE
16, rue du Château d'Isenghien -
59160 LOMME
☎ 03 20 08 26 26
Fax 03 20 08 26 27
E-mail : ecoledecirque@craclomme.fr
Siret : 397 679 671 00024

Ine  JUS

⁸ "Le mandat ou procuration est un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom. Le contrat ne se forme que par l'acceptation du mandataire. Art. 1984 du code civil."

⁹ Déclaration des changements de dirigeants, modifications de statuts, etc. auprès du greffe des associations - Préfecture ou Sous-préfecture.

¹⁰ Conformément à la circulaire du Premier ministre du 29 septembre 2015, à la Décision 2012/21/UE de la Commission européenne du 20 décembre 2011 et au Règlement (UE) No 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général et au Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

Zone de convivialité



Notre intention :

La transition énergétique est un enjeu crucial pour l'avenir de notre planète. Les actions d'atténuations et d'adaptations au changement climatique sont des actions citoyennes responsables impératives à mettre en place. Il est urgent de consolider les efforts visant à restaurer la nature et la biodiversité sur nos sols.

Soucieux des défis sociaux et environnementaux notre association s'engage depuis plusieurs années dans des initiatives locales pour un changement de nos habitudes de consommations et de fonctionnements. En tant qu'acteur responsable, nous souhaitons un engagement fort en faveur de l'amélioration de la qualité de vie de nos utilisateurs.

Notre constat :

Nous sommes à l'intérieur d'un grand parc dans les vestiges d'un parc d'attraction. Notre zone d'activité est toutefois minérale, non abritée avec des sols imperméables. Nous travaillons sous chapiteau avec de grosses déperditions thermiques. En hivers, il fait très froid et en été, la chaleur est étouffante. La minéralisation du site accentue le phénomène de chaleur urbaine. Nous accueillons beaucoup de public dont des enfants qui mangent sur place sans zone d'ombre.

En echo au projet de la ville de Lomme « Lomme en transitionS », le CRAC s'associe avec le lycée horticole de Lomme pour végétaliser son site. Notre objectif est de créer un environnement accueillant, esthétique, fonctionnel qui soit en harmonie avec la nature environnante. L'aménagement paysager des espaces extérieurs de notre école sera un levier pour atteindre notre objectif de transition vers en zones durables et éco-responsables.

Le partenariat CRAC de Lomme et lycée Horticole

La rencontre de nos 2 établissements marque le début d'un projet qui se veut ambitieux et innovant. La démarche se veut collective et participative afin d'impliquer tous les acteurs du CRAC dans la création d'un écosystème local où il fera bon de vivre dans les années futures. La concertation avec les utilisateurs du site ont permis d'identifier les besoins et définir l'ambiance du futur site.

Des espaces diversifiés ont été identifiés :

- Zone de détente, intime
- Zone de convivialité
- Zone de loisirs

Nos objectifs :

A travers notre projet d'aménagement durable, nous visons à apporter une contribution significative à l'éducation citoyenne en encourageant des comportements respectueux de l'environnement dans la vie quotidienne.

Nous souhaitons améliorer la qualité de vie de nos usagers en leur offrant un espace extérieur accueillant propice à la flânerie et la détente.

En adoptant une démarche participative, nous souhaitons renforcer l'engagement des uns et des autres en faveur de valeurs écologistes et sociétales.

Notre ambition est de renforcer nos valeurs circassiennes d'échange, de partage et de cohésion à travers ce projet qui relève également de l'éducation populaire en adéquation avec les principes du vivre ensemble.

Notre défis 2023 : CREATION DE LA ZONE DE CONVIVIALITE

- Utilisation de matériaux écologiques
- Intégration de jardins fruitiers
- Création de zone d'ombre pour réduire la consommation d'Energie
- Favoriser la bio diversité
- Création de zone de détente et convivialité afin de renforcer les liens sociaux.

Quelques chiffres clés :

Les bénéficiaires du projet à l'année :

Adhérents de l'école : 450

Elèves en formation d'artiste de cirque : 48

Salariés permanents : 22

Salariés occasionnels : 80

Spectateurs : 2000

Pratiquants occasionnels : 8500

Promeneur du parc : 10 000

Bénévole a travailler sur le projet : 1 personne

Valorisation bénévole sur le projet : 25000 €

Chantier participatif : 45 personnes

Les enjeux environnementaux et sociétales

Notre projet répond à plusieurs enjeux environnementaux et sociétaux

Sur le plan de l'environnement : Il vise à lutter contre la minéralisation des sols de notre site et la chaleur urbaine en favorisant la biodiversité et en utilisant des matériaux écologiques. Il contribue à la lutte contre le changement climatique en créant des zones d'ombres pour réduire la consommation d'énergie.

Sur le plan sociétal : le projet vise à renforcer l'engagement des utilisateurs en faveur de valeurs d'échanges, de partages et d'entraides en adoptant une dimension participative. Il vise aussi à améliorer la qualité de vie de nos usagers en leur proposant un espace extérieur accueillant, propice à la convivialité et la détente. Nous visons à contribuer à l'éducation de citoyenne en encourageant les comportements responsables, respectueux de l'environnement

En quoi notre projet est-il différent ou complémentaire des solutions qui existent déjà

Notre projet présente plusieurs spécificités qui le distinguent des projets similaires ou concurrents :

1. La participation des acteurs locaux : Notre projet repose sur une démarche collective qui implique tous les acteurs du CRAC et les utilisateurs du site. Cette approche permet de renforcer l'engagement et la mobilisation des acteurs et de garantir une prise en compte des besoins de chacun.
2. L'intégration d'arbres fruitiers : Notre projet vise à intégrer des arbres fruitiers, ce qui est relativement rare dans les projets d'aménagement paysager urbain. Cette spécificité permet de sensibiliser les enfants de notre école à la production locale de fruits.

3. La création de zones d'ombre : Notre projet vise à créer des zones d'ombre pour réduire la consommation d'énergie. Cette approche permet de lutter contre le phénomène de chaleur urbaine.
4. Le renforcement des liens sociaux : Notre projet vise également à renforcer les liens sociaux en créant des zones de détente et de convivialité propices à la flânerie et à la rencontre. Cette approche permet de promouvoir des pratiques plus durables en matière de sociabilité et de vivre-ensemble

COUT ZONE DE CONVIVIALITE

TERRASSEMENT	5625 €
VEGETAUX	4500 €
REMBLAIS	3375 €
ENGazonnement	900 €
TERRASSE/ PERGOLAS	5560 €
MOBILIER	7486 €
EQUIPEMENT LOISIRS	1800 €
ECLAIRAGE	500 €
LOCATION	1000 €
CHARGE DE PERSONNEL	6000€

ASSOCIATIONS

DEMANDE DE SUBVENTION(S)

Formulaire unique

Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations art. 9-1 et 10
Décret n° 2016-1971 du 28 décembre 2016

Ce formulaire peut être enregistré sur un ordinateur ou tout autre support (clé USB, etc.) pour le remplir à votre convenance, le conserver, le transmettre, etc. puis l'imprimer, si nécessaire.

Une notice n° 51781#02 est disponible pour vous accompagner dans votre démarche de demande de subvention.

Rappel : Un compte rendu financier doit être déposé auprès de l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée. Le formulaire de compte-rendu financier est également à votre disposition sur https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_15059.do

Cocher la ou les case(s) correspondant à votre demande :

Forme	Fréquence-réurrence	Objet	Période
<input type="checkbox"/> En numéraire (argent)	<input type="checkbox"/> Première demande	<input type="checkbox"/> Fonctionnement global	<input type="checkbox"/> Annuel ou ponctuel
<input type="checkbox"/> En nature	<input type="checkbox"/> Renouvellement (ou poursuite)	<input type="checkbox"/> Projet(s)/actions(s)	<input type="checkbox"/> Pluriannuel

À envoyer à l'une ou plusieurs (selon le cas) des autorités administratives suivantes (coordonnées <https://lannuaire.service-public.fr/>) :

État - Ministère
Direction (ex : départementale -ou régionale- de la cohésion sociale, etc.)

Conseil régional
Direction/Service

Conseil départemental
Direction/Service

Commune ou Intercommunalité
Direction/Service

Établissement public

Autre (préciser)

1. Identification de l'association

1.1 Nom - Dénomination : COLLECTIF RENART
Sigle de l'association : Site web : www.collectif-renart.com

1.2 Numéro Siret : 75338675400026

1.3 Numéro RNA ou à défaut celui du récépissé en préfecture : W595020445
(si vous ne disposez pas de ces numéros, voir la notice)

1.4 Numéro d'inscription au registre (article 55 du code civil local) : Date I I I I I I I I I
Volume : I I I I Folio : I I I I Tribunal d'instance :

1.5 Adresse du siège social : 58 RUE DU FAUBOURG DES POSTES
Code postal : 59000 Commune : LILLE
Commune déléguée le cas échéant :

1.5.1 Adresse de gestion ou de correspondance (si différente) :
Code postal : Commune :
Commune déléguée le cas échéant :

1.6 Représentant-e légal-e (personne désignée par les statuts)
Nom : THIERY Prénom : FRANCOIS
Fonction : PRESIDENT
Téléphone : Courriel : collectif.renart@gmail.com

1.7 Identification de la personne chargée de la présente demande de subvention (si différente du représentant légal)
Nom : PROUVEUR Prénom : JULIEN
Fonction : DIRECTEUR
Téléphone : 06 66 95 23 02 Courriel : collectif.renart@gmail.com

2. Relations avec l'administration

Votre association bénéficie-t-elle d'agrément(s) administratif(s)? ☒ oui ☐ non
Si oui, merci de préciser :

Type d'agrément :	attribué par	en date du :
CAAECÉP	académie de lille	19/09/2017

L'association est-elle reconnue d'utilité publique ? ☐ oui ☒ non
Si oui, date de publication au Journal Officiel : I I I I I I I I

L'association est-elle assujettie aux impôts commerciaux ? ☐ oui ☒ non

3. Relations avec d'autres associations

A quel réseau, union ou fédération, l'association est-elle affiliée ? (indiquer le nom complet ne pas utiliser de sigle)

UNION REGIONAL DES ACTEURS CULTURELS
FEDERATION DES ARTS URBAINS

L'association a-t-elle des adhérents personnes morales : non ☒ oui ☐ Si oui lesquelles ?

Association sportive agréée ou affiliée à une fédération agréée : ☐

4. Moyens humains au 31 décembre de l'année écoulée

Nombre de bénévoles : <i>Bénévole : personne contribuant régulièrement à l'activité de l'association de manière non rémunérée.</i>	10
Nombre de volontaires : <i>Volontaire : personne engagée pour une mission d'intérêt général par un contrat spécifique (par exemple Service Civique)</i>	
Nombre total de salarié(e)s :	2
Dont nombre d'emplois aidés	
Nombre de salarié(e)s en équivalent temps plein (ETP)	2
Nombre de personnels mis à disposition ou détachés par une autorité publique	
Adhérents : <i>Adhérents : personne ayant marqué formellement son adhésion aux statuts de l'association</i>	30

5. Budget¹ prévisionnel de l'association

Année 20 ou exercice du au au

VOIR ANNEXE BP

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	0	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures		73 - Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures		74 - Subventions d'exploitation²	0
		État : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf 1ère page	
61 - Services extérieurs	0		
Locations			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil.s Régional(aux)	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	0	Conseil.s Départemental(aux)	
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publications			
Déplacements, missions		Communes, communautés de communes ou d'agglomérations :	
Services bancaires, autres			
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (Caf, etc. Détailler)	
64 - Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	0
		756. Cotisations	
		758 Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotation aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôts sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	0	TOTAL DES PRODUITS	0
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE ³			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	0	87 - Contributions volontaires en nature	0
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0

¹ Ne pas indiquer les centimes d'euros

² L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

³ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais « au pied » du compte de résultat ; voir notice

Projet n°

6. Projet – Objet de la demande

Remplir un « rubrique 6 – objet de la demande » (3 pages) par projet

Votre demande est adressée à la politique de la ville ? ☐ oui

Intitulé :

BIENNALE INTERNATIONALE D'ART MURAL 2023

Objectifs :

Permettre au grand public de découvrir la diversité des techniques et des styles de l'art mural contemporain.

- Sensibiliser les plus jeunes à l'art mural par la mise en place d'atelier d'initiation
- Mettre à l'honneur et en lien les artistes locaux et les artistes de renommées internationales
- Faire rayonner la région en matière de « street art »

Description :

La Biennale Internationale d'Art Mural est le plus important festival de Street Art dans la région, depuis sa création en 2013, plus d'une centaine d'œuvres ont été créées dans l'espace public dans les onze villes partenaires (Denain, La Sentinelle, Wavrechain-sous-Denain, Lille, Hellemmes, Lomme, Ronchin, Roubaix et Tourcoing)

Bénéficiaires : caractéristiques sociales dans le respect des valeurs d'égalité et de fraternité de la République (ouverture à tous, mixité, égalité femmes-hommes, non-discrimination), nombre, âge, sexe, résidence, participation financière éventuelle, etc.

Ouvert à tous et toutes.

Notre programmation est entièrement gratuite

Nous attachons une attention particulière à inviter des artistes femmes

6. Projet – Objet de la demande (suite)**Territoire :**

Région Hauts-de-France avec 2 principaux territoires :
Métropole Européenne de Lille et le Denaisis

Moyens matériels et humains (voir aussi « CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES » au budget du projet) :

1 directeur
1 coordinateur
5 techniciens
1 chargée de communication
60 artistes invités
10 bénévoles

	Nombre de personnes	Nombre en ETPT
Bénévoles participants activement à l'action/projet	10	0,5
salarié(e)s	2	2
Dont CDI		
Dont CDD		
Dont emplois-aidés ⁴		
Volontaires (Services Civiques...)		

Est-il envisagé de procéder à un (ou des) recrutement pour la mise en œuvre de l'action/projet ?

☒ oui

☐ non

Si oui, combien (en ETPT) : 2

Date ou période de réalisation : du (le) **17/04 au 17/06/23**

Évaluation : indicateurs proposés au regard des objectifs ci-dessus

Retour des artsites
retour des participants aux ateliers
questionnaires
retour des partenaires réunion bilan

⁴ Sont comptabilisés comme emplois aidés tous les postes pour lesquels l'organisme bénéficie d'aides publiques : contrats d'avenir, contrats uniques d'insertion, conventions adultes-relais, emplois tremplin, postes FONJEP, etc ...

6. Budget⁵ du projet

Année 20..... ou exercice du au
Voir annexe

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	0	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures		73 - Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures		74 - Subventions d'exploitation⁶	0
61 - Services extérieurs	0	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf 1ère page	
Locations			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil.s Régional(aux)	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	0	Conseil.s Départemental(aux)	
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publications		-	
Déplacements, missions		Communes, communautés de communes ou d'agglomérations :	
Services bancaires, autres			
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (Caf, etc. Détailler)	
64 - Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	0
		756. Cotisations	
		758 Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotation aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôts sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	0	TOTAL DES PRODUITS	0
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE ⁷			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	0	87 - Contributions volontaires en nature	0
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0

La subvention sollicité de €, objet de la présente de mande représente % du total des produits du projet

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros

⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

⁷ Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice

(montant sollicité / total du budget) x 100

7. Attestations

Le droit d'accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès du service ou de l'établissement auprès duquel vous déposez cette demande.

Je soussigné(e), (nom, prénom) THIERY

François

représentant(e) légal(e) de l'association : COLLECTIF RENART

Si le signataire n'est pas le représentant statutaire ou légal de l'association, joindre le pouvoir ou mandat (portant les deux signatures : celles du représentant légal et celle de la personne qui va le représenter) lui permettant d'engager celle-ci⁸

Déclare :

- que l'association est à jour de ses obligations administratives⁹, comptables, sociales et fiscales (déclarations et paiements correspondant) ;
- exactes et sincères les informations du présent formulaire, notamment relatives aux demandes de subventions déposées auprès d'autres financeurs publics ;
- que l'association respecte les principes et valeurs de la *Charte des engagements réciproques* conclue le 14 février 2014 entre l'État, les associations d'élus territoriaux, et le Mouvement associatif, ainsi que les déclinaisons de cette charte ;
- que l'association a perçu un montant total et cumulé d'aides publiques (subventions financières, -ou en numéraire- et en nature) sur les trois derniers exercices (dont l'exercice en cours)¹⁰ ;

☒ inférieur ou égal 500 000 euros

☐ supérieur à 500 000 euro

- demander une subvention de :

5000€	€ au titre de l'année ou exercice 20	2023...
	€ au titre de l'année ou exercice 20	
	€ au titre de l'année ou exercice 20	
	€ au titre de l'année ou exercice 20	

- Que cette subvention, si elle est accordée, sera versée au compte bancaire de l'association (joindre un RIB).

Fait, le

06/05/2023

signature

8 « Le mandat ou procuration est un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom. Le contrat ne se forme que par l'acceptation de mandataire. Article 1984 du code civil »

9 Déclaration de changement s de dirigeants, modifications de statuts, etc. auprès du greffe des associations – préfecture ou Sous-préfecture.

10 Conformément à la circulaire du Premier Ministre du 29 septembre 2015, à la Décision 2012/21/UE de la Commission Européenne du 20 décembre 2011 et au Règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides des minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général et au Règlement (UE) n° 140/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis.

7 bis. Informations annexes

Relatives aux subventions déjà perçues dans le cadre de la réglementation européenne relative aux aides d'État.

Si, et seulement si, l'association a déjà perçu au cours des trois derniers exercices (dont l'exercice en cours) des subventions au titre d'un texte relevant de la réglementation européenne des aides d'Etat (de type : "Décision Almunia", "Règlement de minimis", "Régime d'aide pris sur la base du RGE"...) renseigner le tableau ci-dessous :

Date de signature de l'acte d'attribution de la subvention (arrêté, convention)	Année(s) pour laquelle/ lesquelles la subvention a été attribuée	"Décision" européenne, "Règlement" ou "régime d'aide", européen à laquelle ou auquel il est fait référence, le cas échéant, sur l'acte d'attribution de la subvention	Autorité publique ayant accordé la subvention	Montant

Pour plus d'informations sur la manière de remplir ce tableau, se reporter à la notice.